L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau—No. 72 rue de Chartres.)

NOUVELLE-ORLEANS,

VENDREDI MATIN, 25 SEPTEMBRE.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

ESPAGNE.

Madrid, 24— Un engagement a eu lieu dans la province de Biscaye entre les républicains et les carlistes. Ces derniers ont été battus et mis en déroute. Beaucoup d'insurgés se rendent et demandent une armistice.

ANGLETERRE.

Londres, 24— Le navire américain S. F. Hersey, de Cardiff, pour Montevideo, s'est mis en mer hier, mais pendant qu'il était encore dans le chenal, plusieurs marins ont sauté par dessus bord et ont gagné la terre à la nage, dans un grand état d'épuisement et perdant leur sang. Il paraît que les hommes de l'équipage se battaient entre eux et qu'un matelot avait été tué par le capitaine. Un bateau s'est mis à la poursuite du Hersey, mais on ne croit pas qu'il puisse être atteint. Tout l'équipage est composé de marins pris à Cardiff.

Londres, 24 —Les membres de l'expédition autrichienne polaire déclare que les explorations dans la direction du pole Nord, ne donnent aucun espoir d'un résultat satisfaisant, et les rapports sur une mer ouverte vers le pole sont faux.

WASHINGTON.

Washington, 24. — Un télégramme, reçu au département de la Poste, dit que la malle attendue, aujourd'hui, par le train de l'Ouest, a brûlé, hier soir, entre Crafton et Cincinnati, et M. W. Hatton, le chef de la malle a perdu la vie. Il avait servi plusieurs années et était regardé comme un bon officier. Les malles détruites contenaient les dépêches de New-York du mardi 9 h. p. m., Philadelphie, mardi minuit, Baltimore et Washington.

Washington, 24 — Le Président passe pour avoir dit: " Je veux que tout individu, venant de n'importe quel endroit, soit en état de parti ou en Louisiane." On dit que l'ordre pour le mouvement des troupes en Louisiane n'a pas été contremandé.

Observations Météorologiques.

Washington, 24. — Probabilités. Pour veiidredi, vents du sud au nord-est, baisse suivie d'une hausse de baromètre. Temps couvert et pluvieux.

ST-LOUIS.

St. Louis, 24.—Le sénateur Schurtz a prononcé un grand discours travaillé sur les questions nationales et d'Etat, au temple ce soir. Voila en abrégé ce qu'il a dit sur les affaires de la Louisiane.

Il retrace les opinions exprimés par lui au sénat, que le gouvernement de Kellogg est une usurpation, mais qu'il avait été reconnu par le Président, et quand la session dernière les Démocrates voulurent renverser, le Président le rétablit constitutionnellement et ce fut la fin de la révolution de la Louisiane, mais ce n'est pas la fin du mal et ce n'est pas un remède final.

Une grande faute a été commise. Elle ne consiste pas dans l'intervention du Président contre ceux qui par la force des armes avaient accusé Kellogg, car le Président a agi dans l'exercice de son autorité constitutionnelle. On ne peut non plus admettre le droit de s'aider soi-même par la force, cat cette admission encouragerait tout parti et mènge tout individu avant un grief réel ou imaginaire à recourir aux armes.

Il en résulterait un état d'anarchie qu'aucune organisation républicaine ou sociale ne pourrait supporter, mais la grande faute a été commise avant. Ce fut lorsqu'un juge fédéral, outrepassant les limites de sa juridiction et, commettant un outrage sans précédent dans notre histoire, a été appuyé par le pouvoir du gouvernement national dans la création d'un gouvernement d'Etat qui n'avait pas la moindre apparence d'être fondé sur les votes du peuple.

Ce fut quand, après que le Président eut averti son monde, le Congrès négligea d'accuser l'usurpation et de faire place à celui qui devait de prima facie, le titre d'une élection par le peuple. La faute a été commise encore avant ces cas, et dans d'autres Etats: ce fut quand les fonctionnaires fédéraux dans le Sud eurent la permission d'user de leur autorité, de leur prestige pour faire un gouvernement de parti, le plus rapace et le plus corrompu qui ait jamais déshonoré un pays républicain.

Ce fut quand on jugea qu'il valait mieux tenir dans l'assujettissement les Etats du Sud que de leur donner des gouvernements honnêtes et constitutionnels. Et ce n'est pas l'unique fois que cela a été commis dans le Sud; ce fut quand des troupes de bandits répandant la terreur et par des paroles et actes cruelles et par le meurtre, les prisonniers sans défense furent massacrés de sang-froid, alors qu'on ne pouvait trouver ni officiers ni volontaires, pour arrêter les exécutions de pareils actes, ou qu'aucun juri ne pourrait les convaincre, et maintenant l'on nous dit que toutes ces histoires sanglantes sont des inventions ou des exagérations. Il n'y a pu être ainsi dans quelques cas; mais nous savons que la plupart n'étaient que trop réelles nous savons aussi que les victimes étaient de pauvres nègres, quand les véritables voleurs échappaient saius et sants.

Nous savons aussi qu'il y a dans le Sud un mauvais élément qui, s'il n'est pas vigoureusement restreint par toute la puissance de la société, aura recours à la violence sanglante comme pour passe-temps, surtout quand il se croira soutenu par l'opinion publique.

Le sénateur a dit ensuite: tel est l'état de choses auquel il faut remédier, et commencent atteindre ce but sans l'emploi de la force? Il n'y a pas, pour le moment, d'autre remède que la patience de la part du peuple de la Louisiane, mais il y a une autre sorte d'anarchie qui est est aussi dangereuse pour les institutions républicaines; et pour le bien-être de la nation que la défense de soi-même par la force et par la sédition.

C'est l'anarchie du pouvoir. Si vous voulez qu'un peuple respecte la loi et y obéisse, il faut que ceux qui sont au pouvoir la respectent eux-mêmes.

Schurz dit qu'une élection pour une nouvelle législature est immédiate et que les troupes des Etats-Unis sont là pour faire exécuter les lois dans cette élection. Mais leur impartialité dépendra de ceux qui les contrôleront.

Ce contrôle sera en grande partie dans les mains du marshall des Etats-Unis Packard qui a été un complice du juge Durell et de Kellogg dans l'usurpation exécutée il y a deux ans et qui dirige l'esprit du comité central d'Etat du parti de Kellogg.

Ce n'est pas une personne convenable pour contrôler les troupes des Etats-Unis dans cette élection. Il est de la plus grande importance que le peuple de la Louisiane, non-seulement ait une élection loyale mais encore qu'il soit convaincu qu'il en a eu une parfaite.

Les précédents de Packard n'inspirent pas confiance. Je sais sûr que tout le pays applaudirait à son rappel, surtout s'il était remplacé par un homme inspirant confiance et respect à tout le monde.

Schurz conseille aussi de révoquer tous les officiers fédéraux qui en Louisiane se sont conduits comme des partisans et non comme des citoyens honnêtes et libres.

Il a conclu dire que le Président comptait faire un rémue ménage dans le Sud. Jamais mesure ne fut plus nécessaire et urgeait à lui, il en éprouve tal and vive soin. Espérons que pas un de ceux qui ont abusé de leur pouvoir de circonstance ne restera en place, et que l'élimination commencera par Packard et ses associés.

Mais le devoir du gouvernement ne cesse pas là. Le Congrès en se rassemblant doit en finir avec ce gouvernement d'usurpation établi par un juge fédéral et appuyé par un marshal des Etats-Unis et des baionnettes fédérales. Il faut que le Congrès montre qu'il est au dessus de tous les intérêts de parti quand l'intégrité des institutions républicaines est en question.

Schurz fait intervenir dans son discours l'opinion du peuple du Nord qui est las d'entendre parler de vol et de brigandage dans le Sud, et qui désire ardemment que la paix règne dans tout le pays.

Cet état de choses cesse.

Il faut espérer que le peuple du Sud comprendra cette fois que ceux qui se livrent à des actes de violence sanglante sont ses plus dangereux ennemis.

Qui est profite de cette leçon; que sa ligue blanche soit dissoute, car toute organisation basée sur la distinction de couleur est coupable aux deux races. Qu'il montre au pauvre nègre qu'il a un protecteur dans tout bon citoyen.

M. Schurz se livre encore longuement à des considérations de cette nature et explique, et termine enfin en se prononçant pour les écoles mixtes et le bill des droits civils.

SELMA.

Selma, Ala., 24—Un train de six chars, allant au Sud sur le chemin de fer de Selma, Rome et Dalton, est tombé du pont de Alabamahebe, haut de 60 pieds, se mata au pont et au jour. Le train est entièrement brisé. Un gérant, le chauffeur et plusieurs voyageurs ont été tués. Presque tous les autres ont été blessés et un grand nombre dangereusement.

Parmi les morts sont le juge W. W. Byrd, ex-juge de la Cour Suprême de l'Etat, citoyen notable et très estimé à Selma. Il est difficile d'avoir des détails.

NEW-YORK.

New-York, 24— Une dépêche de la Nouvelle-Orléans contient une longue adresse du comité de 70 de cette ville, pour défendre le mouvement contre Kellogg et pour justifier ce mouvement, en le présentant comme une conséquence du mauvais gouvernement auquel le peuple a été soumis.

New-York, 24.—La convention républicaine, tout en réaffirmant ses principes et endossant la politique de l'administration, garde le silence au sujet de troisième terme présidentiel.

New-York, 24.—Une lettre de la Havane dit que le décret pour le payement des contributions qui sont absolument nécessaires pour couvrir le déficit du Trésor, sera rigoureusement exécuté.

Charles A. Brigan qui a été arrêté ici, il y a quelques jours, sur la prévention de s'être enfui de Chicago avec une forte somme d'argent, a été libéré aujourd'hui sur un writ d'habeas corpus.

New-York, 24— Le Bureau national des assurances recommande que toutes les compagnies appartenant au bureau national consent d'assurer contre les risques du feu dans la ville de Chicago, soit par de nouvelles polices, soit par des renouvellements de police à partir du 1er octobre prochain.

New-York, 24. — Arrivé à destination: England.

ATLANTA.

Atlanta, 24.—Le banquet des Odd Fellows à Kimball a été une grande affaire. Toutes les parties des Etats Unis et du Canada étaient représentées. La prochaine réunion aura lieu à Indianapolis. Le grand sire est autorisé à établir l'ordre en Autriche, si sa Majesté; autrichienne y consent.

L'illégalité de tenir des séances le dimanche est reconnue par tout ce qui n'est pas funéraire.

MONTGOMERY.

Montgomery, 25.—Dans l'accident du chemin de fer de Selma, Rome et Dalton, la locomotive et 4 chars ont été brisés, cinq personnes ont été tuées presque sur le coup. Il y a eu 30 ou 40 blessés dont plusieurs succomberont, disent les dernières nouvelles.

GALVESTON.

Galveston, 24.—Une dépêche d'Indianola au *News* dit: A l'arrivée des troupes et du prisonnier Taylor, la cour était occupée à entendre une plaidoierie. Après la conclusion, le général Steele a dit à son honneur que la raison pour laquelle des hommes armés étaient postés dans la cour était que des citoyens et des officiers municipaux avaient demandé qu'il en fût ainsi, pour écarter tout danger de voir le prisonnier on délivré par ses amis ou lynché par ses ennemis.

C'est pourquoi le couverneur lui avait ordonné de placer des soldats afin de le soustraire aux uns et aux autres et de préserver la majesté de la loi. Le juge Barden a remercié le général et le gouverneur, et a exprimé sa satisfaction de voir justice faite et a ordonné au shérif d'arrêter les soldats si besoin était. On sacherra d'obtenir que Taylor soit admis à fournir caution, ce qui dit-on, est facile.

BALTIMORE

Baltimore, 24 sept.—Les officiers du chemin de fer de Baltimore et Ohio, en cette ville, donnent la version suivante sur l'accident de cette chemin de fer arrivé hier soir.

Le train de voyageurs allant à l'Ouest, parti de Baltimore à 6.30 m. du matin et le train de voyageurs allant à l'est, parti de Parkesburg à 9 a. m., ont fait collision à Smithton, le lieu de réunion régulièrement fixé à 53 milles à l'est de Parkesburg.

Les deux locomotives ont été brisées. Le chef de poste attaché au train de l'ouest a brûlé le feu d'une lampe s'étant communiqués aux matières postales. Les flammes ont été si rapides qu'un domaine de poste nommé Bradford, a été brûlé à mort avant qu'on pût le tirer de là.

Le gros de la malle a été détruit. Le char aux bagages du même train a brûlé avec le plus grande partie de son contenu. Les plateformes d'un nombre de chars à voyageurs ont été détruites par la force de la collision, mais aucun passager n'a souffert.

CONCORD.

Concord, 24.—Beecher a fait un discours original à la foire de Plymouth, N. H.

EVANSVILLE.

Evansville, 24.—Les commissaires pour l'amélioration de la navigation de l'Ohio se sont ajournés ici pour se réunir de nouveau à Wheeling le 16 octobre. Des résolutions ont été passées demandant au Congrès de prendre un parti décisif pour l'amélioration définitive du Mississippi, de manière à répondre aux besoins de l'agriculture et des autres industries du pays.

Ces résolutions demandent la nomination d'un comité de deux membres pris dans chaque comté de la Pensylvanie, de l'Ohio, de l'Indiana et de l'Illinois pour obtenir des Etats l'adoption du tonnage dant aux Etats dans la juridiction sur telle étendue de terre qui fera besoin pour la construction d'écluses, de batisses, canaux, etc., et consentant à la cession d'un autre point aux l'Ohio, à Cincinnati, à une cinte distance au-dessous du point actuellement existant.

BOSTON.

Boston, 17—Les intérêts manufacturiers se combinent pour réduire les produits jusqu'à ce que le prix des articles manufacturés et des matières premières offre quelque chance de bénéfice.

ST PAUL.

St-Paul, 24—La convention d'Etat démocratique-libérale, qui s'est réunie aujourd'hui pour la nomination du président juge et juge associé de la Cour Suprême a adopté la plateforme suivante:

"Croyant que la situation désastreuse actuelle dans le Sud est largement due au gouvernement corrompu des carpet-baggers et des politiciens qui ont pillé et appauvri le peuple et irrité les préjugés des deux races, et déclare qu'un brigandage général est devenu chroniques sous les auspices de Grant.

Elle demande une politique impartiale à l'égard du peuple du Sud, l'exploitation des voleurs et un parfaite égalité devant la loi pour tout les monde, sans distinction de race, de couleur ou d'opinion politique.

PITTSBURG.

Pittsburg, 24—200 Italiens sont arrivés ici hier soir pour prendre la place des mineurs en grève sur le chemin de fer du Pan Handle.

CHICAGO.

Chicago, 24.—Le nombre des visiteurs de l'Exposition a augmenté tous les jours. Des trains spéciaux de chemin de fer amènent des foules de gens de la campagne et de tous les villes environnantes.

Le temps qui est magnifique, favorise ces locomotions. L'exposition est, du reste, toujours plus intéressante, des spécimens rares et curieux de machine et de mécanique ayant été envoyés dans ces derniers jours.

RIVIERES.

Etat du Fleuve, etc.

Memphis, 24.—Le fleuve a baissé de 2 pouces. Temps clair et chaud. Parti le steamer Bee et barges pour Nile-Orléans.

St-Louis, 24—Pas d'arrivazes. Parti, le John Kyle, pour la Nouvelle-Orléans.

PASSES.

Passe du Sud-Ouest, 24.—Arrivé le navire Kent, en 67 jours de Rio de Janeiro.

Passe à la Loutre, 24.—Arrivé, la barkentine américaine Hem, en 7 jours de la Havane.

MARCHES.

Marchés Européens.

Liverpool, 24. Midi et demi.—Coton plus ferme. Middling 7 7/8 à 8 d. Orléans 8 1/4. Ventes, 15,000 balles.

Londres, 25,—12:30.—30, 104 5/8.

Liverpool, 24 au soir — Coton, rien au-dessous de bon ordinaire. pour octobre et novembre 7 15/16 8.

Paris, 24— Augmentation des espèces à la banque de France, 5,500,000 francs.

Francfort, 24—Bons 98 1/2.

Marchés Américains.

New-York, 24. midi.—Coton calme. Ordinaire, 13 1/4; bon ordinaire, 14 3/4. Bon ordinaire, 15 1/4; low middling, 15 5/8; middling, 16 3/8. A livrer; low middling pour octobre, 15 1/4 à 5/16; novembre, 15 5/16 à 1/4; décembre, 15 3/16 à 15/16; janvier, 15 3/8 à 7/16; février, 15 5/8 à 11/16; mars, 15 7/16 à 16; avril, 15 11/4 à 3/8; mai, 16 5/8 à 16 11/16; juin, 16 9/16 à 17.

Bonds publics stables. Gouvernement actifs. Bons d'Etat calmes.

New-York, 24, au soir.—Coton calme. Mid. 16 1/8 à 16 7/8.

Ventes d'hier pour octobre 15 7/32. Novembre 15 5/32 à 9/32. Décembre 15 7/32 à 15 1/4. Janvier 15 3/32. Février 15 21/32. Mars et avril 16 3/8.

New-York, 24.—Arrivé, le Switzerland.

New-York, 24.—Argent, de 2 à 3 sur demande, et de 5 à 7 d'escompte pour papier de commerce de première classe. Or, 109 3/8.

Changes sur Londres, 484 et 486 1/2. Les actions continuent à être fortes.

New York 24.—Reçu à la Douane aujourd'hui, $2,730,000. La sous-trésorerie a payé $23,000 pour intérêts et $24,000 pour bons.

Convention Postale

ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

Le soussigné, M. Amédée Barthold, officier du l'ordre national de la Légion d'Honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, etc., etc., au nom de son gouvernement, et M. W. Hatton, le chef de la malle a perdu, en vertu des pouvoirs qu'il a reçus de M. John A. Creswell, postmaster général des Etats Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs que lui donne la loi, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er— Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis, un échange de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, par les moyens de communications et de transports ci-après désignés, savoir:

1. Par les paquebots-poste français;

2. Par les paquebots de la ligne hambourgeoise;

3. Par la voie d'Angleterre et des paquebots affectés au transport des dépêches entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les frais résultant du transport des dépêches [illegible] sont à la charge de l'office expéditeur, excepté à la charge de l'office envoyeur, sauf il est entendu que ces frais seront acquittés dans les deux sens par celle des deux administrations qui pourra assurer le transport aux conditions les plus modérées, à charge par l'autre administration de lui rembourser en part dans lesdits frais.

Toutefois, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport des dépêches expédiées des Etats-Unis en France au moyen des paquebots-poste français, les mêmes prix de taxe de voie de mer que ceux que ladite administration des postes des Etats-Unis payerait, d'après la législation américaine, pour le transport maritime des mêmes dépêches au moyen de bâtiments à vapeur du commerce. Il est entendu d'ailleurs que ces prix ne pourront être inférieurs à ceux que l'administration des postes de France aura à payer pour le transport des paquebots hambourgeois des dépêches qu'elle expédiera au moyen de ces paquebots à destination des Etats-Unis.

Art. 2.—Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France ou de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires, ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 3.—La taxe à percevoir en France sur les lettres originaires ou à destination des Etats-Unis, sera de cinquante centimes par dix grammes, sous la réserve pour le gouvernement français, de la faculté d'appliquer ultérieurement la progression de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir aux Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 9 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de 25 centimes, ou 5 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront frappées comme les lettres non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste; mais, lorsque la taxe résultant de cette déduction présentera une fraction de demi-décime français, ou de cent américain, il sera perçu pour la fraction un demi-décime ou 1 cent entier, suivant le cas.

Art. 4.—Le public des deux pays pourra envoyer des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, un droit fixe de 50 centimes, et, réciproquement, toute lettre chargée expédiée des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, un droit fixe de 10 cents.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et lithographiées, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres non reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers gravés, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Cette taxe sera réglée d'après les dispositions suivantes:

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu:

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration américaine à l'administration française d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, au paiement par l'administration américaine à l'administration française, d'un prix de port de 10 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes pour les lettres ordinaires, de 8 cents par 10 grammes ou fraction de 10 grammes pour les lettres chargées, et de 1 cent par 40 grammes ou fraction de 40 grammes pour les imprimés de toute nature.

Réciproquement, les correspondances échangées entre les Etats-Unis et les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, donneront lieu savoir:

1. Lorsque la taxe sera perçue aux Etats-Unis, au payement par l'administration française à l'administration française, d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, au paiement par l'administration américaine, d'un prix de port de 9 cents par 15 grammes pour ou fraction de 15 grammes pour les lettres ordinaires, de 40 cents par 10 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir:

1. Si la taxe en est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire;

2. Si la taxe en est perçue par ces pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Les frais du transport intermédiaire entre la France et les Etats-Unis, des correspondances auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article, seront à la charge de celles des deux administrations des postes de France ou des Etats-Unis par laquelle ou du côté de laquelle la taxe sera perçue.

Art. 6.—Les échantillons de marchandises de nature quelconque à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront pas eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne pas en laisser douter sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, les numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans articles 5 et 7devront également être mis sous bandes et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne réuniront pas les conditions mentionnées ci dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infligent en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer, sur les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Art. 8.—Les administrations des postes de France et des Etats Unis n'admettront à destination de l'un des deux pays que des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles qui peuvent détériorer la correspondance, et ceux qui sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres, ou deux pieds américains, en longueur, et plus de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

Art. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, et dépêcheposes, soit à travers la France, soit au moyen des services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis pourra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises; et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter en dépêches closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste maritime américains, les correspondances que l'administration des postes de France voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, savoir: 1. la somme de 8 fr. par kil. de lettres, et celle de 1 fr. par kil. d'échantillons et d'imprimés, pour le transport à travers le territoire des Etats-Unis des dépêches closes qui seront échangées entre la France et d'autres pays, par la voie de San Francisco.

2. La somme de 10 francs par kilogramme de lettres et celle de 1 franc par kilogramme d'échantillons et d'imprimés, pour le transport, à travers le territoire des Etats-Unis, des dépêches closes qui seront échangées par toute autre voie que celle de San Francisco, entre la France et ses colonies ou toutes autres lieux où elle aurait des établissements de poste, ou les pays avec lesquels elle est actuellement liée par des conventions postales.

Réciproquement, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, savoir:

1. La somme de 1 dollar et 20 cents par kilogramme de lettres, et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière franco-belge ou franco-allemande.

2. La somme de 2 dollars par kilogramme de lettres et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées par tous les autres points de la frontière française que ceux contigus à l'Allemagne ou à la Belgique, entre les Etats-Unis et les pays avec lesquels le gouvernement de l'Union est actuellement lié par des conventions postales.

Lorsque les dépêches closes payeront à destination de France seront transportées entre la frontière française et la frontière américaine par des paquebots de la ligne hambourgeoise, l'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, en sus du prix de transit territorial américain ensuite mentionné, la somme de 10 fr. par kilogramme de lettres et la somme de 50 centimes par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Réciproquement, lorsque les dépêches closes, provenant de la destination des Etats-Unis, seront transportées entre la frontière française par des paquebots-poste français, l'administration des postes des Etats-Unis paiera à l'administration des postes de France, en sus des prix de transit territorial français susmentionnés, la somme de 1 dollar par kilogramme de lettres, et la somme de 10 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Les taxes maritimes pour les deux administrations des postes de France et des Etats-Unis seront à se tenir réciproquement compte, pour les correspondances de toute nature transportées en dépêches closes, par des paquebots autres que ceux naviguant entre la France et les Etats-Unis, seront les mêmes que celles applicables aux correspondances de même espèce, provenant ou à destination du pays qui assurera le transport maritime direct avec l'autre pays.

Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité, résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes, par l'une des deux administrations, pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, des échantillons ou des imprimés, sur laquelle devront être assis les prix de transport à percevoir. Ces objets seront taxés à part, d'après les bases et aux taux ordinaires en vertu du présent article.

Art. 11.—Il sera dressé, tous les trois mois à la diligence de l'administration des postes de France, des comptes particuliers, réunissant les faits de la période trimestrielle, seront récapitulés dans un compte général destiné à présenter les résultats définitifs de la transmission des correspondances échangées entre les deux administrations.

Après avoir été débattu et arrêté contradictoirement, le compte général ci-dessus mentionné sera soldé par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le cours du second trimestre qui suivra celui auquel le compte se rapportera.

Les soldes de comptes seront payés, savoir:

En traites sur Washington et en monnaie américaine, lorsque le solde sera en faveur de l'Office des postes des Etats-Unis;

2: En traites sur Paris et en monnaie de France, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Le règlement des comptes et toute autre opération relative à l'exécution de la convention, le dollar sera considéré comme valant 5 fr. 20.

Les dépêches ordinaires des objets sous bandes qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes des Etats-Unis par l'une des deux administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés à l'un des deux pays pour l'autre, seront réexpédiées librement. Les dépêches chargées du port exigible, au lieu de la précédente destination.

Art. 12.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés mal adressés ou mal dirigés, seront, sans délai, réexpédiés convenablement entre les deux bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'office reçoive.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires partis pour le pays d'origines de ces objets, seront, respectivement, rendus chargés du port qui aurait dû être osyé par les destinataires.

Art. 13.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés de toute nature, qui auront été déposés dans les postes de France et des Etats-Unis, ne seront remis ou retirés pour quelque cause que ce soit, pour être renvoyés, de part et d'autre, à la fin du trimestre mois, et plus souvent, si faire se peut.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront refaits pour le prix auquel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés, sans taxe ni décompte.

Art. 14.—L'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis désignent, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles règleront la direction des correspondances ultérieures à donner à leur et la forme des comptes mentionnés dans l'article 11 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 15.—La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, et demeurera en vigueur jusqu'à une année, jusqu'à ce que l'une de ces parties ait fait connaître à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir son entière et pleine et entière sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les deux administrations respectives, après l'expiration dudit terme.

Art. 16.—La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double et signé à Washington, le vingt-huitième jour d'avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatorze.

(L. S.) *Signé*: A. BARTHOLDI.
(L. S.) *Signé*: J.-A.-J. CRESWELL.

BULLETIN FINANCIER.

Jeudi soir, 24 septembre 1874.

Comptoir d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
19 Sept	742,790 67	119,870 90
21 Sept	677,068 29	43,558 88
22 Sept	607,455 91	83,725 53
23 Sept	730,449 98	100,260 75
24 Sept	682,857 23	99,561 17
Jusqu'ici cette semaine	3,370,851 06	488,997 23
Même temps la semaine dern	2,725,640 78	401,691 15
Total de la semaine dern	3,351,950 88	495,699 23
Total de la semaine précé	3,833,774 49	483,220 86

Nous n'avons pas constaté d'améliorations sur le marché monétaire. Les offres sont abondantes dans les banques et les excellentes signatures y trouvent acceptées sans hésitation. Le mouvement est faible dans les rues, les capitaux y sont rares. On escompte pour de papier de commerce au-dessous de 12 pour cent par an: les négociations se font le plus souvent de 12 à 15 pour cent par mois. Il ne se fait rien dans le papier hypothécaire; celui de premier ordre est nominal à 10 à 11 pour cent par an et de celui de second ordre on trouve pas d'acheteurs.

L'or est resté toute la journée à 109 3/8 à 109 5/8 contre 109 5/8 à New-York. Les transactions se sont élevées à $37,000, dont $5,000 à 109 3/8, $12,000 et $15,000 à 109 1/2, $6,000 à 109 1/2 à 109 5/8, $6500 et $15,000 à 109 5/8. — On n'a pas annoncé de ventes d'argent. Les demi-piastres américaines ont encore été cotées à 105 à 105 1/2; les piastres mexicaines à 96, or.

La baisse des traites à New-York a fait tomber le change sterling de 3/10 pour cent. Les opérations ont atteint le chiffre de 36,400 livres, dont 1900, 1200 et 2000 comptant et à 832 1/2. 3500 do, 6000 do et clear No 1, 4000 et 3000 clear No 1 à 894, 5500 comptant et 3500 clear No 1 à 894, 3500 do à 834 1/2, 1500 clear No 1 à 835.

Les francs ont baissé; il ne s'en est pas vendu.

A la clôture, les traites sterling étaient cotées à 833 à 894 le comptant et clear No 1 et à 8 9 les traites des banques; les francs, comptant à 4.81 1/4 les traites particulières et — celles des banques.

Les offres de change américain ont encore été assez nombreuses. La demande a été modérée; le change de commerce a légèrement fait, mais il n'y a pas eu de variations positives. Les ventes comprennent $35,000, dont $10,000 au change de commerce, $70,000 de banquiers et $20,000 de banque à 1/2 pour cent d'escompte; $40,000 en change de commerce à 1/2.

Les banques ont consenti des traites et des chèques sur New-York au pair, et le change de commerce à vue a encore été coté à 1/2 pour cent d'escompte.

Nous avons entendu mentionner une vente forcée d'actions de la banque d'Amérique; il en est de même des détails.

Dans les bons, sept pour cents de la ville, intérêt payable en or, on a vendu, un lot, à 97, $2000 et $3000 à 97 1/4, $6000 à 97 1/2. Cotes, à la clôture, 97 à 97 1/2.

Les certificats d'allocations de la ville et les mandats de la police nécessiteuse de l'Etat, ont été sans changements.

Nous n'avons pas de détails.

Il ne s'est rien fait dans les mandats de l'Etat. Les anciens sont nominaux à environ 26 à 30; les nouveaux, à 65.

BULLETIN COMMERCIAL.

Jeudi soir, 24 sept. 1874.

COTON.—Vendu, 1,900 balles à des prix qui exigent quelques modifications dans nos dernières cotes. Nous cotons:

Cotes générales	Cotes de l'Etat.
Inférieur..... à	
Low ordinary..... 9¼ à 10	10
Ordin